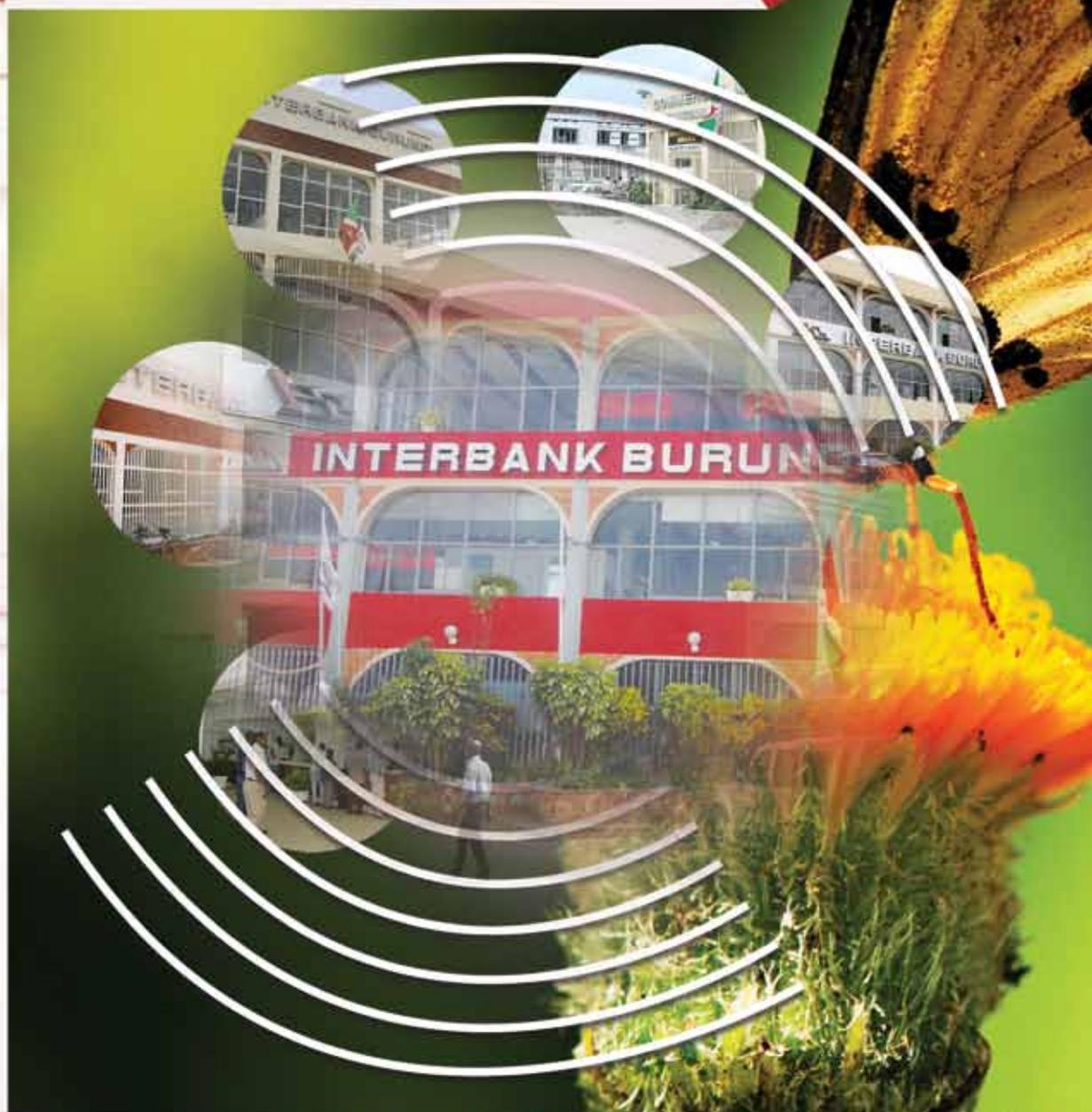


Rapport d'activités

2014

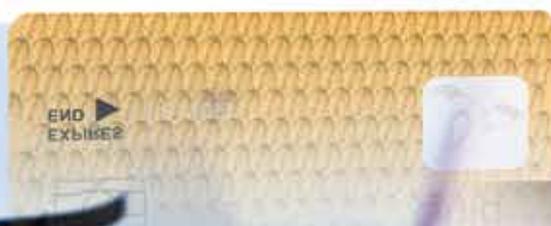
27 Février 2015 • 22ème Exercice Social



INTERBANK BURUNDI s.a



INTERBANK BURUNDI s.a



Une offre
à la mesure
de vos Attentes

An offer
to your demands

A vibrant sunburst in a clear blue sky with scattered white clouds. The sun is positioned centrally, creating a bright yellow and white glow that radiates outwards, casting long, thin rays across the sky. The overall scene is bright and optimistic.

INTERBANK BURUNDI

Rapport Annuel 2014

07 Mars 2015 • 22ème Exercice Social

VISA



**Acceptées à nos
terminaux**

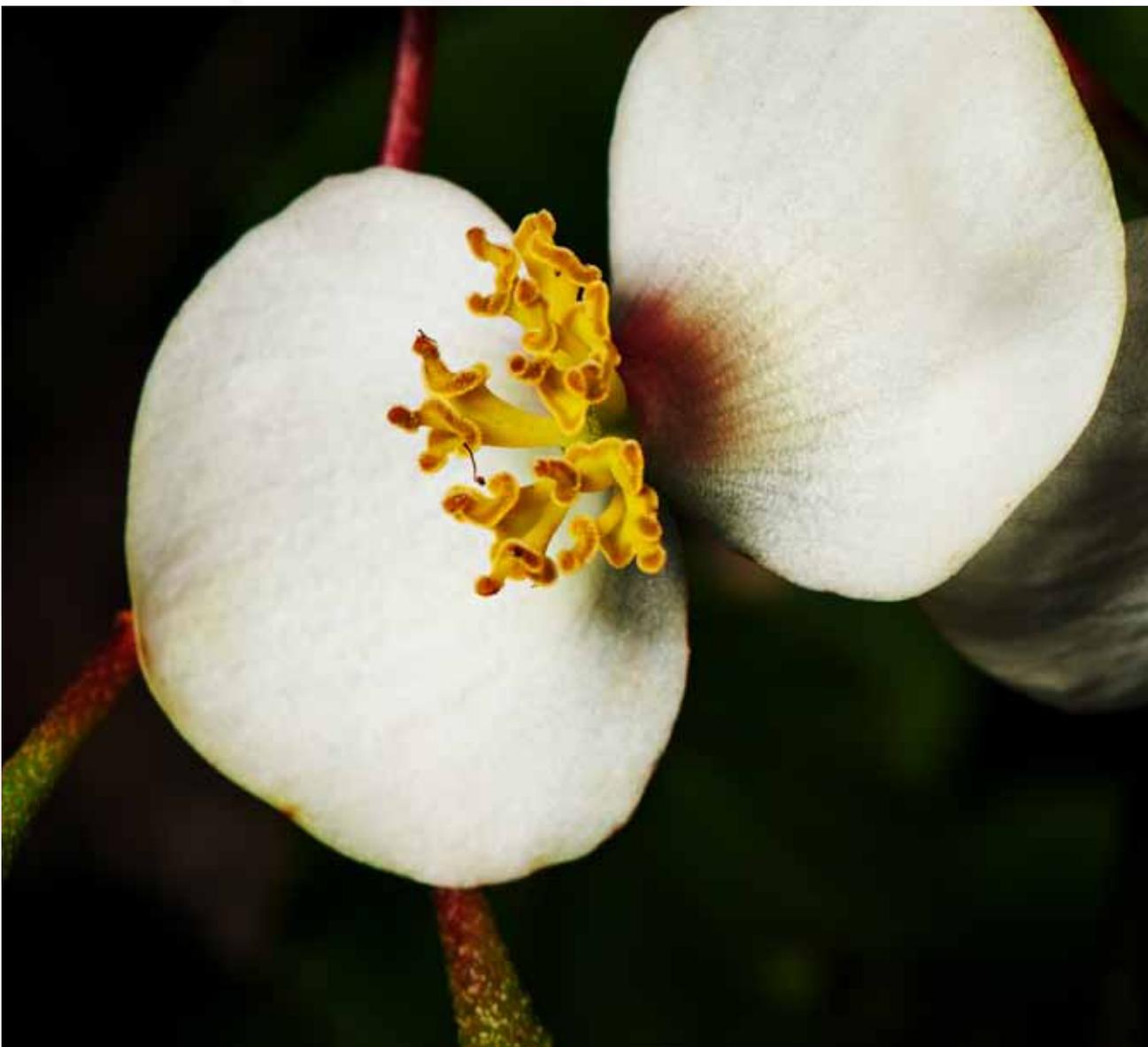


Table des matières

8	Message du Président du Conseil d'Administration
12	Message du Président du Comité de Direction
18	Rapport du Conseil d'Administration
19	Evolution des activités de la Banque
20	Bilan Social
22	La Banque dans son environnement
23	Bilan et comptes de pertes et profits
28	Rapport financier aux actionnaires
34	Répartition des bénéfices
38	Assemblée Générale Ordinaire
42	Réseau de Distribution
44	Réseau des Correspondants à l'Etranger



Chiffres clés sur 10 ans



EXERCICE	2005	2006	2007	2008	2009
EMPLOIS					
Débiteurs en comptes courants	32.976,8	41.224,0	50.086,8	58.413,6	65.248,9
Crédits /Filière Café	1.086,3	10.950,0	3.224,0	9.414,0	1.405,0
Autres Crédits de trésorerie	9.988,4	10.361,9	16.176,9	22.434,5	27.829,9
TOTAL	44.051,5	62.535,9	69.487,7	90.262,1	94.483,8
RESSOURCES					
Dépôts à vue	46.254,8	64.964,7	73.002,4	114.409,7	138.576,9
Dépôts à terme & Bons de caisse	12.989,4	23.998,0	28.818,1	28.513,3	27.842,6
Carnets de dépôts	2.201,2	2.569,4	3.490,4	5.161,1	5.999,4
TOTAL	61.445,4	91.532,1	105.310,9	148.084,1	172.418,9
MARGE (RESSOURCES-EMPLOIS)					
Crédits du Secteur Financier (*)	17.393,9	28.996,2	35.823,2	57.822,0	77.935,1
Part IBB (%)	181.142,3	203.806,3	230.435,4	305.486,3	335.130,0
Crédits du secteur bancaire (*)	24,3	30,7	30,2	29,5	28,2
Part IBB (%)	165.376,1	183.618,6	205.229,3	276.919,1	301.761,8
Résultat net	26,6	34,1	33,9	32,6	31,3
Fonds Propres Bruts (Avant répartition)	2.267,1	2.182,3	3.264,6	5.138,2	6.791,2
	8.965,9	11.567,6	13.568,5	17.443,1	22.825,0



Une offre à la mesure de vos Attentes An offer to your demands

15, Rue de l'Industrie • B. P. 2970 Bujumbura - Burundi
Tél. : (+257) 22 22 06 29 • Fax : (+257) 22 22 04 61
E-mail : ibb.info@interbankbdi.bi
Site web : www.interbankbdi.com

2010 2011 2012 2013 2014

73.039,5	90.642,8	106.226,8	102.395,2	90.376,8
4.491,6	5.576,8	5.503,7	2.623,2	74,8
37.132,8	47.896,2	49.447,8	47.554,9	55.922,7
114.663,9	144.115,8	161.178,3	152.573,3	146.374,3*
159.244,3	158.507,5	178.367,7	181.185,3	174.003,7
28.806,9	35.498,4	31.760,5	42.876,9	39.345,9
6.756,2	5.899,1	7.760,3	8.727,1	9.978,2
194.807,4	199.905,0	217.888,5	232.789,3	223.327,8
80.143,5	55.789,2	56.710,2	80.216,0	84.400,9
430.752,6	573.214,8	649.370,5	698.467,6	836.831,2*
26,6	25,1	24,8	21,8	17,5
386.406,3	519.100,0	592.277,4	627.797,7	748.876,5*
29,7	27,8	27,2	24,3	19,5
7.553,8	9.937,9	6.489,9	3.701,9	2.733,4
27.125,4	32.862,8	34.348,1	40.037,9	42.771,3



Georges COUCOULIS

PRESIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

MESSAGE DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Après une première année de baisse en 2012, une rechute en 2013, 2014 marque de nouveau un recul de l'activité, accompagné d'un repli de la rentabilité de la Banque, dans un contexte économique toujours compliqué.

Un contexte de marasme économique fortement marqué par la détérioration des réserves de change du pays, des déficits budgétaires persistants et le recul de la demande de crédit.

Dans un tel environnement, où les entreprises, comme les commerces, sont soumis à des contraintes fortes de revenus, liées, notamment, à la faiblesse des marges et à la hausse de la fiscalité, où la consommation recule et le nombre de défauts de paiements augmente, les performances commerciales et financières de l'Interbank Burundi sont satisfaisantes.

La capacité de mobilisation de ressources gardée intacte, le quasi-maintien du niveau du produit net bancaire et la maîtrise des coûts opérationnels sont à cet égard appréciables, d'autant plus qu'ils sont acquis dans des conditions de forte concurrence et de réglementation contraignante.

Ces acquis, dont nous appelons à la consolidation en 2015, traduisent le dynamisme commercial et l'engagement de tous nos collaborateurs, qui n'ont ménagé aucun effort pour répondre aux besoins de tous les clients que la Banque a le privilège de servir, en demeurant de plus en plus en proximité avec eux, à travers son vaste réseau de distribution.

Nous les en remercions et les exhortons à faire de ce maillage un outil de fidélisation, de réactivité et de conquête aux fins de préserver notre positionnement sur le marché bancaire burundais.

Nous tenons aussi à remercier nos clients, qui sont des milliers à nous confier leurs affaires, ainsi que les membres de notre conseil d'administration, dont l'apport aux stratégies de développement et de croissance de la Banque s'avère des plus précieux.

En dépit des défis, nombreux, auxquels la Banque doit encore faire face, nous voudrions rassurer les uns et les autres. Nous disposons d'atouts fondamentaux pour la poursuite de notre expansion : outre la consistance de nos fonds propres, nous pouvons compter sur la force de notre chaîne de distribution et sur la compétence et l'expertise que nos équipes ont acquises pour poursuivre l'amélioration de l'efficacité commerciale et de l'offre de produits et services en faveur de tous nos segments de clientèle.

Georges COUCOULIS

The VISA logo is displayed in a large, bold, blue font. The background behind the logo consists of overlapping, semi-transparent pink and white geometric shapes, creating a modern, abstract pattern.

Acceptées à nos terminaux



INTERBANK BURUNDI S.a

15, Rue de l'Industrie • B.P. 2970 Bujumbura • Tél. : (257) 22 22 06 29
Fax : (257) 22 22 04 61 • E-mail : info@interbankbdi.com
Site web : www.interbank.com • CODE SWIFT : IBBU BIBI



Quels que soient
vos besoins et où
que vous soyez,
nous avons pour vous
une **solution**
sur mesure!





Callixte MUTABAZI

PRESIDENT DU COMITE
DE DIRECTION

MESSAGE DU PRESIDENT DU COMITE DE DIRECTION

En 2014, l'Interbank Burundi a su préserver des performances financières et commerciales satisfaisantes, en faisant front, avec quelque succès, à la situation économique toujours difficile que vit notre pays.

Si, à 2 733 millions de BIF, le résultat enregistre un net recul, comparé à 2013, il n'en traduit pas moins la capacité de résistance de la Banque au regard de la montée des risques de crédits consécutive à la conjoncture économique largement déprimée. Ce résultat reflète en même temps la contribution croissante des revenus hors intérêts, soutenus par les commissions de services, mais aussi l'amélioration du coefficient d'exploitation inhérente à la maîtrise de l'évolution des frais généraux.

En effet, le contexte économique de l'exercice 2014, fort mitigé, n'était pas particulièrement favorable aux affaires.

D'une part, l'activité économique est demeurée atone suite, notamment, au manque criant de ressources en devises ; les réserves de change se situent toujours à près de 3,6 mois d'importations, selon les données de la Banque Centrale, niveau reflétant par ailleurs une limitation de ses interventions sur le marché des changes. Cette situation, qui s'explique largement par la faible mobilisation des appuis extérieurs, principale composante du budget, est à l'origine des déficits budgétaires persistants et de la faible croissance du crédit au secteur privé, ce dernier ne représentant que 15% du PIB.

D'autre part, cependant, selon les mêmes données de la BRB, la production nationale s'est légèrement améliorée, avec un PIB en hausse, à 4,8 % contre 4,7 % en 2013, tirée par le rebond de la production de café et le secteur de la construction, notamment l'exécution de projets du secteur des infrastructures. Dans le même temps, la liquidité s'est raffermie et l'inflation a été ramenée à un seul chiffre. Ainsi, alors qu'elle ne s'établissait qu'à 3,5% à fin mai (en glissement annuel), en raison d'une faible progression des prix des produits alimentaires, l'inflation est remontée à fin décembre 2014, pour atteindre environ 6%, suite notamment au renchérissement des prix du transport consécutif aux importantes inondations de début d'année qui ont endommagé les principales routes d'accès à la capitale.

Dans ce contexte, la Banque Centrale a repoussé à juillet 2015 l'application de la Circulaire No 12/2013 Relative à la Classification des Risques et au Provisionnement des Créances des Etablissements de Crédits. Les circulaires relatives au ratio de liquidité et à la division des risques, qui ont un impact certain sur la politique de crédit, ont quant à elles été mises en application depuis juillet 2014.

L'activité du secteur financier subit le contrecoup de cet environnement, la croissance des encours de crédits s'accompagnant d'une forte poussée du taux de déperdition des portefeuilles crédits.

A fin décembre 2014, les crédits du secteur bancaire s'établissent à 748.876,5 MF contre 598.049,3 MF une année plus tôt, soit une augmentation de 25,2% ; cette hausse passe à 27,9% pour l'ensemble du secteur financier, pour des crédits établis à 836.831,2 MF. En même temps que cette expansion du crédit, les créances impayées ont bondi de 35,2% pour le secteur bancaire, passant de 67.096,9 MF au 31 décembre 2013 à 90.685,3 MF une année plus tard ; la progression des créances impayées pour l'ensemble du secteur financier passe à 36,3% sur la même période.

Cette évolution varie d'une banque à l'autre ; à la même période, l'Interbank Burundi enregistre une baisse notable de son activité crédits avec des encours établis à 145.874,3 MF, contre 158.347,8 MF à fin décembre 2013, soit une régression de 7,9%.

L'activité de financement de la Banque poursuit ainsi son repli, impactée par la conjoncture économique, la concurrence de nouveaux arrivants sur le marché mais, aussi, et surtout, la politique sélective du crédit initiée depuis deux ans qui exclut les crédits immobiliers et ceux au secteur des marchés publics de son champ d'intervention. Une situation aggravée par le manque de devises, qui limite fortement les utilisations de crédits finançant les importations.

Dans le but de préserver la rentabilité d'un portefeuille crédits en récession, la Banque a poursuivi la restructuration de la fonction crédits par une profonde réorganisation.

En effet, le Service Crédits a été scindé en deux services distincts dans l'objectif de séparation des fonctions commerciales des fonctions d'analyse du risque.

Le Service Commercial, d'une part, a pour mission principale de maintenir le contact avec les clients « crédits », de recueillir les données nécessaires à l'analyse du risque et d'encadrer leurs utilisations, tandis que le Service Crédits, d'autre part, a pour rôle l'analyse

des risques de crédits, la soumission des demandes de crédits au Comité des Crédits et la mise en place des accords de crédits.

Dans le prolongement de cette réorganisation, une nouvelle unité dénommée « Risk Surveillance Unit » a par ailleurs vu le jour ; cette cellule aura pour mission de prévenir la survenance des risques par un suivi rigoureux des créances préoccupantes via l'établissement d'une « Watch List » mise à jour sur une base mensuelle.

En matière commerciale, la Banque, acquéreur d'une licence MasterCard comme Membre Principal, a complété son offre monétique en lançant la phase « acquisition » des cartes internationales MasterCard, qui sont, aujourd'hui, acceptées à nos distributeurs automatiques de billets et à nos terminaux.

PERSPECTIVES

L'environnement tant national, régional et international n'incite guère à l'optimisme. Pour le Burundi, les perspectives économiques restent particulièrement précaires et s'annoncent difficiles pour l'exercice 2015. Elles pourraient, en effet, être soumises aux incertitudes inhérentes à tous scrutins électoraux, à une nouvelle baisse du soutien des donateurs et à une période prolongée de baisse de la croissance dans les économies avancées et émergentes. La pression des dépenses en période électorale, qui pourrait soumettre la position budgétaire à une aggravation de tensions, constitue un autre risque pour l'horizon économique du pays.

L'année 2015 risque d'être compliquée pour plusieurs autres raisons.

D'une part, une aggravation de l'inflation, qui repasserait à deux chiffres, nourrie par :

- L'impact persistant des inondations du début de l'année sur les coûts des transports, des denrées alimentaires et autres produits suite à la dégradation des principales routes d'accès à la ville de Bujumbura ;
- L'effet adverse des carences d'énergie et du recours aux générateurs qui se fait toujours sentir sur les coûts de la production de biens et services ;
une détérioration budgétaire éventuellement financée par un recours aux avances de la Banque Centrale.

D'autre part, la demande de crédit devrait demeurer atone, en raison :

- D'un contexte économique attentiste, marqué par les craintes d'une détérioration de la situation politique et sécuritaire et par une nouvelle baisse du soutien des donateurs ;
- De déficits budgétaires qui pourraient s'aggraver suite aux faibles performances dans la collecte des ressources fiscales ;
- De la subsistance d'un environnement défavorable au crédit : insuffisances du cadre juridique et institutionnel, fragilité de la situation sécuritaire et réalisation inefficace des garanties qui est entravé par de longues procédures juridiques et une faible application judiciaire des droits des créanciers.

Enfin, de nouvelles contraintes nées du cadre réglementaire et de la position budgétaire de l'Etat pourraient peser sur l'activité au sein du secteur financier ; ces contraintes ont trait :

- à la mise en application de la nouvelle Circulaire No 03/2014 Relative aux Ratios de Solvabilité des Etablissements de Crédit sur la politique de crédit, les nouveaux engagements nécessitant constitution de fonds propres supplémentaires ;
- à la mise en application au 1er juillet 2015 de la nouvelle Circulaire No 12/2013 Relative à la Classification des Risques et au Provisionnement des Créances des Etablissements de Crédit qui pourrait se traduire par l'augmentation des prêts non productifs et des provisions pour créances compromises ;
- et à l'aggravation des arriérés de l'Etat envers le secteur privé.

Dans cet environnement qui s'annonce adverse, le défi de la Banque sera de conforter et pérenniser sa rentabilité, tout en renforçant ses parts de marché, alors que l'activité crédits n'est plus à même d'assurer seule la profitabilité de la Banque.

A cet effet, un accent particulier devra être mis sur le suivi du portefeuille par l'encadrement plus strict des crédits, le maintien d'une présence soutenue sur le marché du peu de devises, la baisse du coût des dépôts clientèle, la poursuite de la diversification des sources de revenus et la maîtrise des frais généraux.

S'agissant de l'encadrement des crédits, la redéfinition de la fonction crédit, la dynamisation de la fonction « recouvrement » et la réorganisation du service crédits sont lancées et devraient aboutir à une meilleure efficacité et à une meilleure productivité de l'activité crédits.

Concernant la mobilisation des ressources et à leur coût, la Banque entend redéfinir la mission du réseau de distribution pour transformer les agences et guichets en véritables points de vente. Sur ce thème, des séances de formation ont été organisées à l'intention des responsables des agences et guichets de l'intérieur du pays en novembre 2014 et une autre session est prévue au courant du premier trimestre 2015.

Quant à la diversification des sources de revenus, la Banque axera son action sur :

- le développement du retail et du crédit aux particuliers : une réflexion est d'ores et déjà en cours pour lancer cette activité ;
le renforcement de la contribution des revenus hors intérêts au produit net bancaire ;
- le développement du mobile banking vers les solutions de paiement à forte valeur ajoutée.

Dans un contexte économique encore difficile en 2015, la progression du produit net bancaire restera modérée de sorte que l'évolution du résultat d'exploitation sera encore très dépendante de la maîtrise des charges.

Celle-ci devra être assurée tout en préservant les moyens nécessaires au maintien d'une bonne qualité de service destinée au client.

Comme le démontrent ces quelques priorités stratégiques, nous continuerons de nous positionner comme une banque solide, dotée d'une excellente capacité d'exécution et tournée vers sa clientèle.

A cet effet, maintenir la qualité de service, anticiper les évolutions par de nouvelles solutions et de nouveaux produits, cultiver la confiance et la différence, ces actifs essentiels, constitueront notre motto pour l'exercice 2015.

La confiance et la différence ne se proclament pas, elles se prouvent au quotidien et se développeront encore grâce à l'engagement de nos équipes.

Callixte MUTABAZI



Rapport du Conseil d'Administration



**Nouveau
Musongati Debit
MasterCard**



EVOLUTION DES ACTIVITES

L'exercice clos le 31 décembre 2014 s'est déroulé dans une conjoncture économique défavorable, marquée par une croissance molle et des déséquilibres persistants au niveau des finances publiques et de l'investissement.

Dans ce contexte, l'Interbank Burundi s'est attachée à assurer une collecte de ressources indispensables à la poursuite du financement de l'économie tout en veillant à une couverture adéquate des crédits par les dépôts et à un encadrement strict du risque.

En effet, la situation économique actuelle renforce les choix de vigilance en matière de politique de risque et de coûts. Ceci n'affectant en rien la mission que la Banque s'est fixée, c'est à dire d'être au service et à l'écoute de ses clients.

RESSOURCES

Au cours de l'année 2014, la liquidité bancaire s'est améliorée, et plus particulièrement pour l'Interbank Burundi, avec un coefficient de liquidité en permanence au-delà de la norme des 20%. Cette amélioration de la liquidité bancaire a eu comme conséquence la baisse des taux sur les Bons du Trésor.

CREDITS

Le faible niveau de l'activité économique en 2014 s'est ressenti dans les besoins de financement de nos clients, particuliers comme entreprises, et dans la consommation des ménages, entraînant un tassement de l'encours des crédits d'exploitation à court terme.

L'encours des crédits au 31 décembre 2014 reflète ainsi le recul de la demande : 138.926,9 MF contre 152.573,3 MF à fin décembre 2013, soit un repli de 8,9 % ; par rapport à 2012, avec des encours de 161.178,3 MF, la baisse en 2013 était limitée à 5,3%.

SERVICES

• International Banking

L'activité à l'International est demeurée apathique en raison de la raréfaction des liquidités en devises inhérente à la faible mobilisation des appuis budgétaires des bailleurs de fonds.

• Opérations de Guichet et Inter Agences

Du fait de l'élargissement du réseau de distribution et de l'étoffement du fonds de commerce, qui en est partiellement la conséquence, le volume de transactions à nos guichets s'affiche en croissance constante.

RENTABILITE DES OPERATIONS

La rentabilité des opérations a chuté en 2014, sous le double effet de la baisse des encours, de l'accroissement du coût du risque et du poids des charges financières.

La marge d'intermédiation s'en est fortement ressentie, accusant un recul de 16,8%. Par suite d'un ajustement du tarif des commissions de services intervenu en début d'exercice, le produit net bancaire a vu sa régression limitée à seulement 2,6%, à 20,6 milliards de Francs Burundais.

BILAN SOCIAL

PERSONNEL

• Gestion des Ressources Humaines

Au terme de l'année 2014, la Banque compte 474 collaborateurs répartis sur 45 sites d'exploitation.

Le développement de ces hommes et femmes, capital humain essentiel à la croissance de la Banque, est demeuré au cœur de ses priorités. Beaucoup d'efforts sont ainsi consacrés à améliorer l'expérience-employé en misant à la fois sur des programmes conçus pour offrir un environnement de travail efficient et des pratiques de ressources humaines transparentes et équitables.

En favorisant résolument la diversité des profils de ses employés, la Banque inscrit son action dans le renforcement de la mobilité au sein du réseau en recherchant la promotion des agents à fort potentiel et des responsables de demain, en vue d'assurer, sans rupture, les relais.

• **Formation**

Consciente de l'importance d'assurer la relève, dans l'optique de la compétitivité future des employés, la Banque a adopté une stratégie concernant leur formation continue. Les mutations en cours transforment profondément les conditions d'exercice de l'activité bancaire. Accompagner le besoin de développement des compétences qui en résulte est un enjeu clé.

Pour mieux répondre aux attentes des collaborateurs, l'effort de formation est resté soutenu en 2014 avec un accent particulier porté à la gestion des crédits.

A cet effet, d'une part, le staff du service crédit a bénéficié d'une formation sur l'analyse du risque et de ses outils dans le cadre de la profonde réorganisation de la fonction crédits entreprise au courant du second semestre de l'année 2014.

D'autre part, tous les responsables d'agences et guichets ont suivi une présentation sur l'animation commerciale du réseau.

En complément à ces formations, l'apprentissage au service du développement de la compétence et de la professionnalisation des salariés s'est poursuivi au travers de nombreuses réunions de service organisées par les différents responsables de la Banque.

• **Epanouissement Humain des Collaborateurs**

Au travers de diverses initiatives, l'Interbank Burundi continue de mettre en avant sa gestion des relations sociales en vue d'instaurer un environnement propice à une meilleure productivité.

Dans le même temps, le dialogue social s'est poursuivi à tous les échelons à l'objectif d'associer étroitement l'ensemble du personnel à la bonne marche de la Banque. Pour ce faire, la communication interne a enrichi davantage ses supports avec la mise sur pied d'un site d'intranet dénommé « KUTSIKIVI » (« Faisons Avancer le Travail »).

LA BANQUE DANS SON ENVIRONNEMENT

Fidèle à sa culture d'entreprise, l'Interbank Burundi continue à s'enraciner dans la cité en s'investissant dans des actions tangibles et concrètes en faveur des communautés dans lesquelles elle évolue. Des actions plus particulièrement orientées dans les domaines de l'aide aux plus vulnérables, du mécénat culturel, artistique et scientifique, de la protection de l'environnement, du sport et de la formation.

La Banque soutient, ainsi, de très nombreuses associations et initiatives associatives. Elle apporte soutien financier, dons en nature ou mécénat.

Les projets soutenus sont multiples et concernent différents domaines : développement socio-économique, soutien alimentaire, soutien scolaire, protection de l'environnement, aide aux personnes en situation de handicap ou à l'enfance démunie.

L'action la plus emblématique, à cet égard, a été la construction et la mise à disposition d'un centre communautaire en faveur de la population du Quartier Mutanga-Sud. Ce centre est, entre autres, destiné à l'encadrement socio-économique et culturel de la jeunesse du Quartier et de la communauté estudiantine du Campus Mutanga.

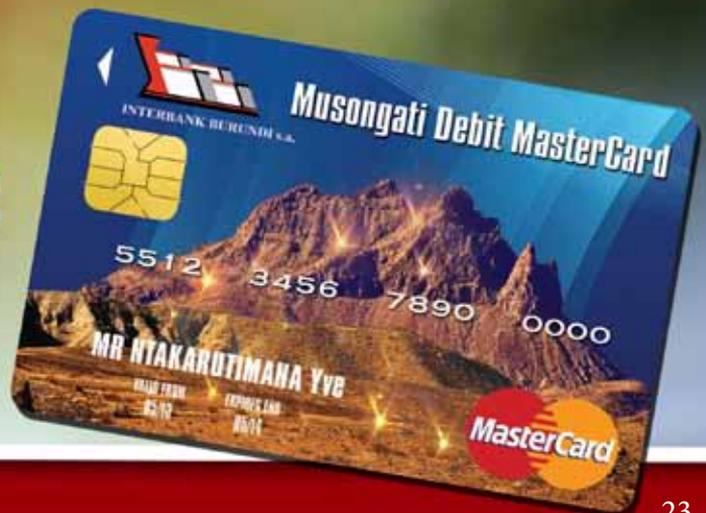


Nouveau Tanganyika Prepaid MasterCard



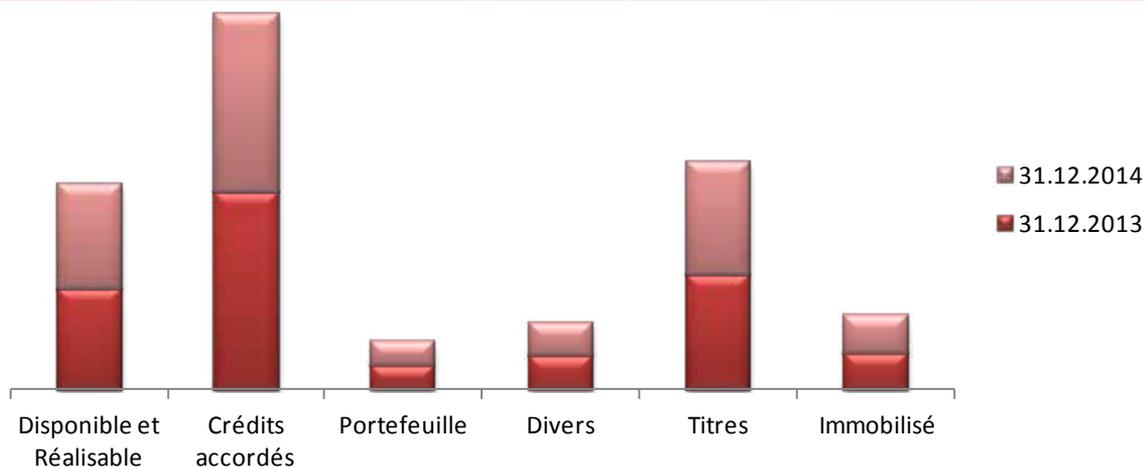
BILAN ET COMPTE ► DE PERTES ET PROFITS

Nouveau Musongati Debit MasterCard



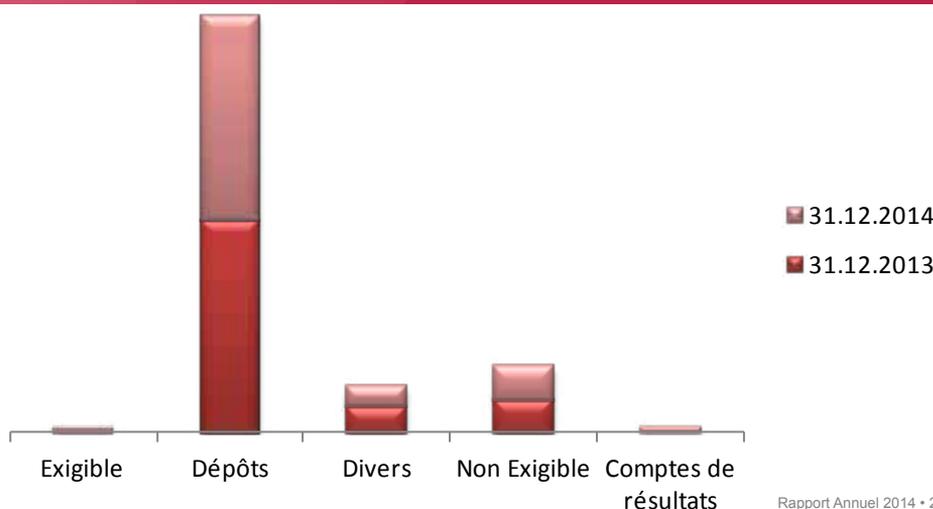
BILAN AU 31.12.2014

ACTIF	31.12.2013	31.12.2014
1. Disponible et Réalisable	78 700 677 686	80 749 059 727
. Caisse-BRB-CCP	22 218 148 472	38 824 672 688
. Banques	55 572 948 733	41 390 448 057
. Prêts au jour le jour	0	0
. Autres valeurs à recevoir à CT	909 580 481	533 938 982
2. Crédits accordés	152 573 333 591	138 926 927 454
. Crédits à court terme	125 317 181 126	105 793 235 790
. Crédits à moyen terme	25 428 083 198	31 380 003 256
. Crédits à long terme	1 828 069 267	1 753 688 408
3. Portefeuille	18 800 000 000	18 925 000 000
. Obligations du Trésor	0	0
. Bons du Trésor	18 800 000 000	18 925 000 000
4. Divers	25 841 470 223	22 843 927 073
5. Titres	88 303 680	88 303 680
. Participations	88 303 680	88 303 680
6. Immobilisé	28 557 680 744	28 985 191 578
. Terrain	12 209 293 048	12 222 315 548
. Immeubles d'exploitation	6 460 276 597	6 273 306 339
. Immeubles non liés à l'exploitation	3 421 292 921	3 421 292 921
. Matériel et mobilier	5 934 539 298	5 842 317 156
. Aménagement et Installation	532 278 880	1 225 959 614
TOTAL DE L'ACTIF	304 561 465 924	290 518 409 512





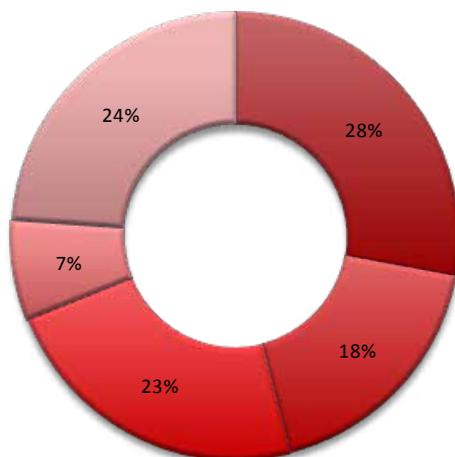
PASSIF	31.12.2013	31.12.2014
1. Exigible	2 808 028 800	2 529 917 803
. Créanciers privilégiés	1 772 655 548	1 074 312 393
. Banques et Instit. Financ.	234 334 463	681 071 251
. Emprunt de liquide	0	0
. Autres valeurs à payer à CT	801 038 789	774 534 159
2. Dépôts	232 789 354 310	223 327 815 958
. A vue	181 185 320 962	174 003 735 047
. A terme	42 876 911 333	39 345 888 850
. Carnets de dépôts	8 727 122 015	9 978 192 061
. Bons de caisse	0	0
3. Divers	28 926 181 025	21 889 394 473
4. Non Exigible	36 336 046 048	36 336 046 048
. Capital libéré	20 484 800 000	20 484 800 000
. Réserve légale	2 048 480 000	2 048 480 000
. Plus-value de réévaluation	8 693 766 048	8 693 766 048
. Capitaux et réserves à affec	0	0
. Réserve disponible	2 859 000 000	2 859 000 000
. Provision générale pr risques	2 250 000 000	2 250 000 000
5. Comptes de résultats	3 701 855 741	6 435 235 230
. Bénéfice reporté	501 567	3 701 855 741
. Bénéfice Net d'Impôts	3 701 354 174	2 733 379 489
TOTAL DU PASSIF	304 561 465 924	290 518 409 512



PERTES ET PROFITS

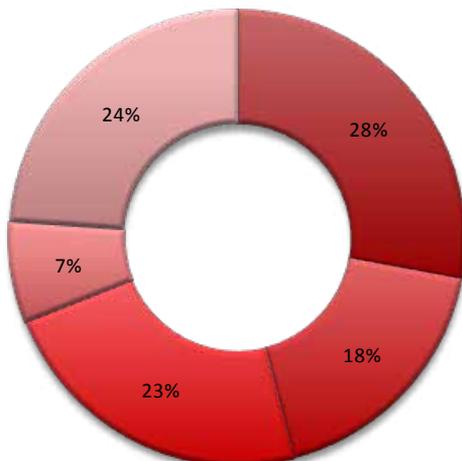
DEBIT	31.12.2013	31.12.2014
1. Charges financières	7 641 219 432	7 549 565 547
2. Frais de personnel	4 932 914 976	5 364 668 278
3. Autres charges d'exploitation	6 271 522 276	6 205 391 917
4. Impôts et taxes	1 977 552 363	1 313 388 599
5. Amortissements & Provisions	6 535 338 036	7 762 521 798
6. Bénéfice net d'impôts	3 701 354 174	2 733 379 489
TOTAL	31 059 901 257	30 928 915 628

31.12.2013



- Charges financières
- Frais de personnel
- Autres charges d'exploitation
- Impôts et taxes
- Amortissements & Provisions

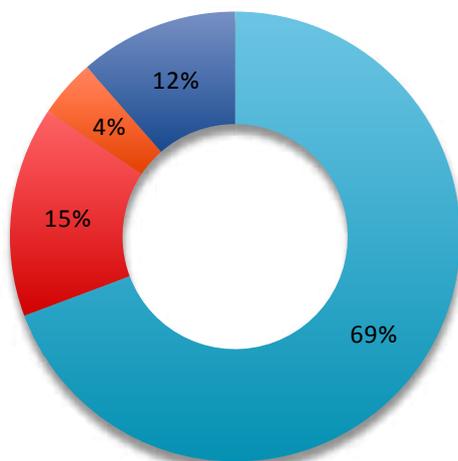
31.12.2014



- Charges financières
- Frais de personnel
- Autres charges d'exploitation
- Impôts et taxes
- Amortissements & Provisions

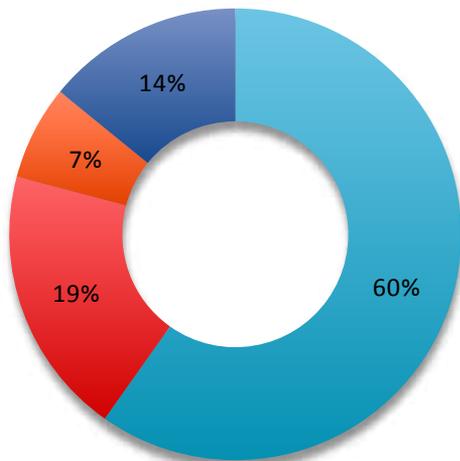
CREDIT	31.12.2013	31.12.2014
1. Intérêts et Commissions sur crédits accordés	21 518 866 683	18 494 980 464
2. Revenus sur opérations	4 691 450 982	5 971 469 458
3. Revenus sur le portefeuille	1 303 108 204	2 094 972 740
4. Profits divers	3 546 475 388	4 367 492 966
TOTAL	31 059 901 257	30 928 915 628

31.12.2013



- Intérêts et Commissions sur crédits accordés
- Revenus sur opérations
- Revenus sur le portefeuille
- Profits divers

31.12.2014



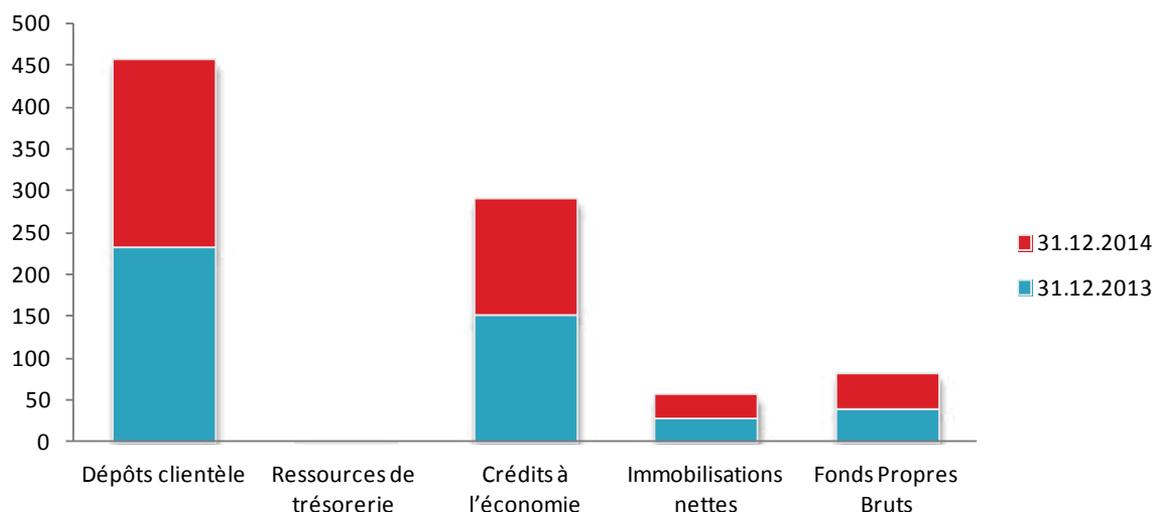
- Intérêts et Commissions sur crédits accordés
- Revenus sur opérations
- Revenus sur le portefeuille
- Profits divers

RAPPORT FINANCIER AUX ACTIONNAIRES POUR L'EXERCICE 2014

1. BILAN

Rapporté à l'exercice 2013, le total de bilan au 31 décembre 2014 traduit la baisse d'activité de l'année écoulée et régresse de 4,6%, sous l'effet conjugué du recul de la production de crédits et de la diminution des ressources clientèle.

En millions de Bif	31.12.2013	31.12.2014	Variation %
TOTAL DU BILAN	304.561,5	290.518,4	-4,6
Dépôts clientèle	232.789,3	223.327,8	-4,1
Ressources de trésorerie	234,3	681,1	+190,6
Crédits à l'économie	152.573,3	138.926,9	-8,9
Immobilisations nettes	28.557,7	28.985,2	+1,5
Divers emplois	123.430,5	122.606,3	-0,7
Fonds Propres Bruts	40.037,9	42.771,3	+6,8



Les évolutions caractéristiques du bilan au 31 décembre 2014 sont les suivantes :

- une chute des dépôts de la clientèle après plusieurs exercices de croissance continue : leur encours enregistre une baisse de 4,6%, à 223.327,8 MF, contre une hausse de 6,8% en 2013 et une progression de 9,0 % en 2012;
- un net repli des crédits à l'économie : à 138.926,9 MF, leur encours inscrit en baisse 8,9% après des augmentations respectives de 5,3% et 11,8% en 2013 et 2012 ; poursuite de l'amélioration du ratio de couverture des crédits par les dépôts en Francs Burundi : 125,9% à fin décembre 2014 contre 114,9% à fin décembre 2013 et 95,6% fin 2012.

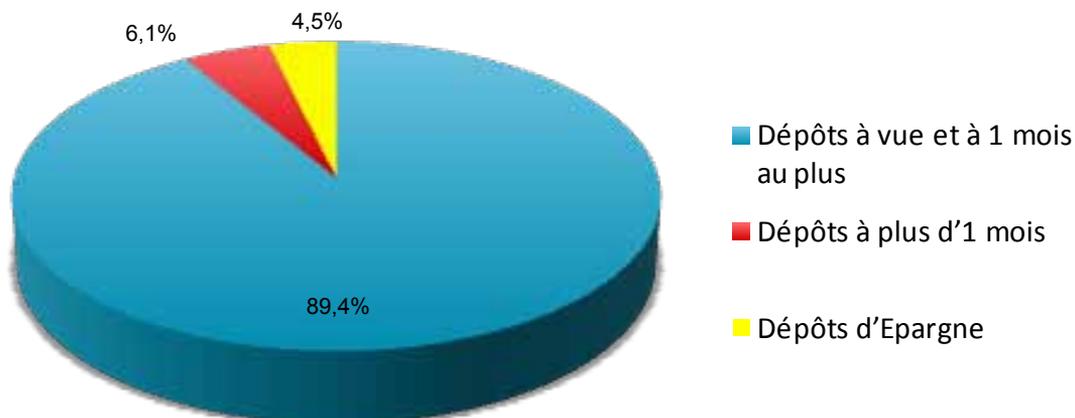
DEPOTS DE LA CLIENTELE

En millions de Bif	31.12.2013	31.12.2014	Variation %
TOTAL DEPOTS CLIENTELE	232.789,3	223.327,8	-4,1
Dépôts à vue et à 1 mois au plus	212.704,9	199.782,2	-6,1
Dépôts à plus d'1 mois	11.357,3	13.567,4	+19,5
Dépôts d'Epargne	8.727,1	9.978,2	+14,3

L'évolution des dépôts de la clientèle reflète, d'une part, un transfert d'avoirs de la catégorie des dépôts à vue vers les ressources de placement que sont les dépôts à terme et les dépôts d'épargne et, d'autre part, la sélectivité de la collecte en fonction du coût des dépôts. Alors que les dépôts à plus d'un mois et ceux d'épargne augmentent de 19,5% et 14,3%, respectivement, les ressources à vue et à un mois au plus enregistrent une décreue de 6,1%

Cette baisse de dépôts est surtout le fait de dépôts en devises (-15,8%) les dépôts en francs Burundi étant quasiment à leur niveau de 2013 (-0,2%).

La part des dépôts à vue et à un mois au plus dans le total des dépôts de la clientèle reste importante, quoiqu'en baisse, à 89,4 % contre 91,3 % au 31.12.2013.



CREDITS A L'ECONOMIE

En millions de Bif	31.12.2013	31.12.2014	Variation %
TOTAL CREDITS	152.573,3	138.926,9	-8,9
Crédits café	2.623,2	74,8	-285,3
Crédits de trésorerie	122.694,0	105.350,6	-14,1
Crédits d'équipement	25.428,1	31.380,0	+23,4
Autres crédits	1.828,0	2.121,5	+16,0

L'encours des crédits à l'économie est en baisse de 8,9% en 2014 comparé à 2013.

Dans un contexte de raréfaction des ressources en devises, les crédits de trésorerie, qui financent dans une large mesure le commerce d'importation, sont en baisse de 14,1%, à 105.350,6 MF au lieu de 122.694,0 MF l'exercice précédent, alors même qu'ils représentent 75,8% de nos concours à l'économie. Cette évolution est aussi due au reclassement de certaines créances, notamment sur le secteur hôtelier, de la catégorie des crédits de trésorerie à celle des crédits d'équipement à moyen terme, ces derniers enregistrant, par la même occasion, une croissance de 23,4%, à 31.880,0 MF.

La part des crédits à l'économie dans le total bilanciel poursuit son repli, revenant à 47,8%, contre 50,1% en 2013 après avoir atteint 57,7 % en 2012.



2. COMPTE DE RESULTATS

En millions de Bif	31.12.2013	31.12.2014	Variation %
+Intérêts Perçus s/crédits	20.727,7	17.633,3	-14,9
-Intérêts Bonifiés s/dépôts	6.765,5	7.417,4	+9,6
=Marge s/op. clientèle	13.962,2	10.215,9	-26,8
+Intérêts Perçus s/op.trés.	2.619,2	3.388,9	+29,4
-Intérêts Bonifiés s/op.trés.	2.496,0	1.885,7	-24,4
=Marge s/op. trésorerie	123,2	1.503,2	+1.120,5
MARGE SUR INTERETS	14.085,4	11.719,1	-11,8
+Commissions & Revenus divers	7.785,1	8.912,4	+25,6
= PRODUIT NET BANCAIRE	21.507,6	20.631,5	-2,6
- FRAIS GENERAUX	12.541,7	12.831,4	+5,0
*Frais de personnel	5.257,4	5.549,8	+5,5
*Autres charges d'exploitation	4.326,7	4.956,8	+5,5
*Amortissements	2.257,2	2.324,8	+3,0
= RESULTAT BRUT D'EXPLOIT.	8.965,9	7.800,1	-13,0
-Provisions sur créances	4.278,2	5.437,6	+27,1
+Reprises de provisions	290,7	922,4	+217,3
= RESULTAT AVANT IMPOTS	4.978,4	3.284,9	-34,0
-Impôts	1.277,0	551,5	-56,8
= RESULTAT NET	3.701,4	2.733,4	-26,1

Les résultats de la Banque ont reculé pour la troisième année consécutive, plombés par la moindre productivité et la faible rentabilité de l'activité crédits de même que le renchérissement du coût des ressources que n'ont pu compenser l'amélioration des revenus de change et des commissions de service ainsi que la maîtrise des frais généraux.

Le Produit Net Bancaire (PNB)

Le produit net bancaire n'atteint que 20.631,5 MF contre 21.507,6 MF au 31 décembre 2013, soit une baisse de 2,6%.

Il souffre de la forte détérioration de la marge d'intermédiation clientèle (-3.746,3 MF ou -26,8%) consécutive à la chute des revenus de crédits (-3.094,5 MF ou -14,9%) et à l'évolution à la hausse des charges financières sur dépôts (+651,9 MF ou +9,6%).

Le produit net bancaire se décompose entre :

- **une marge d'intermédiation clientèle en berne** : -26,8%, à 10.215,9 MF; la marge d'intermédiation clientèle pâtit de la baisse des concours à l'économie, de l'aménagement des plans de remboursement des crédits au secteur hôtelier, de la détérioration du portefeuille et de la croissance des charges financières sur dépôts de la clientèle consécutivement à la transformation d'épargne à vue en épargne de placement;
- **une marge sur opérations de trésorerie qui contrebalance partiellement l'évolution défavorable de la marge d'intermédiation clientèle** : +1.380,0 MF par rapport à la même marge en 2013 (+1.120,5%) ; ceci s'explique principalement par des revenus sur investissements en Titres du Trésor en hausse et par des charges sur ressources de refinancement Banque Centrale et emprunts au jour le jour en baisse du fait de l'amélioration de la liquidité ;
- **des commissions sur opérations en net redressement** : +25,6% (+1.817,4 MF), à 8.912,4 MF ; la raison principale de ce redressement se trouve dans la révision des tarifs sur opérations, intervenue en début d'année, mais aussi dans la contribution de plus en plus significative des commissions de services comme la monétique (+17,8% ou +116,6 MF) et le transfert d'argent Western Union (+20,1% ou +98,3 MF).

Les Charges d'Exploitation

Les frais généraux d'exploitation ne progressent que de 5,0%, à 12.831,4 MF, contre 12.214,5 MF en 2013.

Cette évolution maîtrisée traduit les efforts d'adaptation au contexte de baisse d'activité et de monitoring serré des frais de gestion :

- frais de personnel : +5,5%, à 5.549,8 MF, les frais de personnel reflètent le maintien du bonus de fin d'exercice à trois mois de salaires au lieu des quatre mois traditionnels et la moindre participation de la Banque au Fonds de Pension Complémentaire suite à la baisse des résultats de 2013 sur base desquels elle est calculée ;
- autres frais généraux : +5,5%, à 4.956,8 MF ; une variation largement imputable à la hausse des postes de charges comme les frais d'électricité (+55,1 MF ou +40,8%), les frais d'entretien du matériel (+27,9 MF ou +36,2%) et des véhicules (+18,2 MF ou +22,1%), les frais de communications téléphoniques (+42,8 MF ou +30,3%) et de locations de lignes de communications dédiées (+75,7 MF ou +14,7%) et les frais de fournitures de bureau (+39,8 MF ou +7,4%) ; ces augmentations ont été partiellement contrebalancées

- par des baisses conséquentes en frais de maintenance et d'assistance (-184,1 M ou -72,5%), en frais de carburant véhicules (-79,1 M ou -31,5%), en frais et cadeaux de circonstance (-28,7 M ou -67,1%), en frais d'audit (-58,1 M ou -84,1%) et en frais de déplacement (-15,4 M ou -46,7%) ;
- les charges d'amortissement n'augmentent que de 3,0 %, à 2.324,9 MF en raison de la faible progression des investissements.

Le coefficient d'exploitation, qui définit le rapport entre les frais généraux et le produit net bancaire, s'élève à 62,2%, contre 57,7 % à fin décembre 2013, soit une détérioration de 4,5 points de pourcentage.

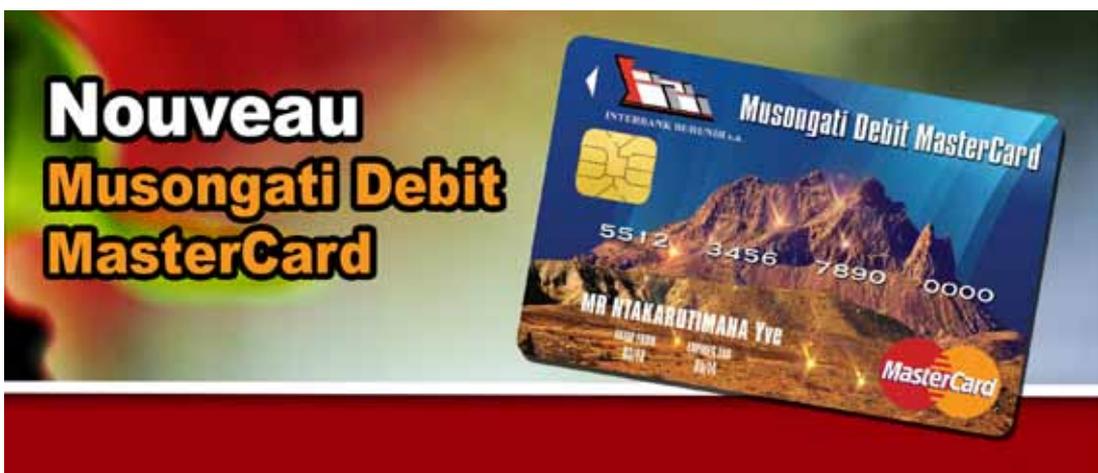
Les Provisions pour risques de crédit

Le coût du risque enregistre l'impact de la hausse des défauts de paiements et s'inscrit pour 5.437,6 MF, en hausse de + 27,1 % par rapport à 2013. Rapporté au total des crédits consentis par la Banque, ce coût est en hausse d'un point par rapport à 2012.

Établies à seulement 922,4 MF, les reprises de provisions de l'exercice sont de loin inférieures aux provisions affectées. Le cumul de ces dernières au 31 décembre 2014 s'élève à 17.768,2 MF et assure une couverture de 92,6 % des créances compromises, dont l'encours s'établit à 19.190,0 MF.

Le Résultat Net

Après une provision d'impôt de 551,5 MF, le résultat net s'établit à 2.733,4 MF et enregistre un repli de 26,1 % par rapport à l'exercice 2013.



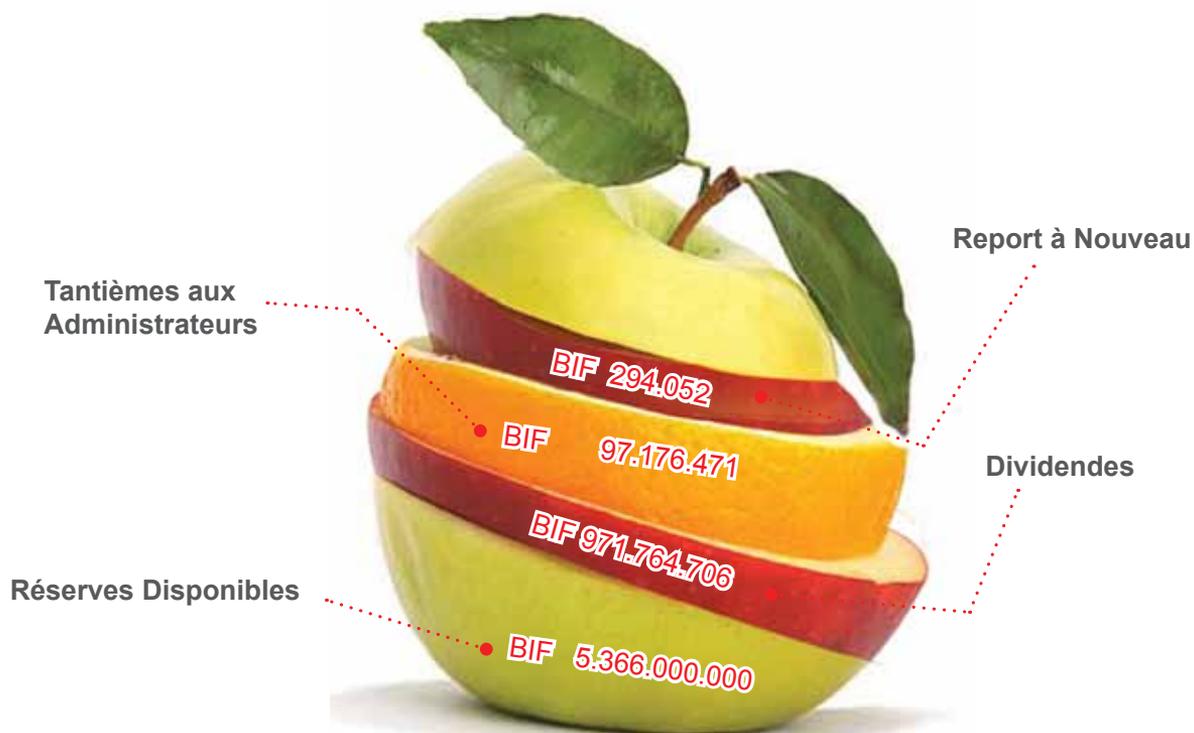
REPARTITION DES BENEFICES EXERCICE 2014

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément à l'article 52 des statuts de la Banque, l'Assemblée Générale Ordinaire est invitée à se prononcer sur le projet de répartition du bénéfice de l'exercice.

Ce dernier s'élève à BIF 6.435.235.229 compte tenu du bénéfice reporté de BIF 3.701.855.740.

Nous vous en proposons l'affectation suivante :



TOTAL

BIF

6.435.235.229

NOMINATIONS STATUTAIRES EXERCICE 2015

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En application de l'article 18 des Statuts de la Banque, les mandats d'Administrateurs de :

- Monsieur l'Abbé Gabriel BAZIRUWISABIYE
- Monsieur Paul BERGER
- Monsieur Georges COUCOULIS
- Monsieur Reginald Thibaut de Maisières
- Monsieur Callixte MUTABAZI
- Monsieur Bonaventure NICIMPAYE
- Madame Marguerite RUMBETE
- Monsieur Mathias SINAMENYE
- Monsieur Salvator TOYI
- SALEX CORPORATION

viennent à expiration à l'issue de la présente Assemblée.

Ces Administrateurs sont rééligibles et se présentent à vos suffrages.

Si leurs candidatures vous agréent, leurs mandats viendraient à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'An 2016 statuant sur les comptes de l'exercice 2015.

Au terme de ce rapport, nous voudrions encore une fois féliciter et remercier le Comité de Direction et tous ses collaborateurs pour les performances réalisées, dans un environnement pas toujours facile, et pour leur implication sans cesse renouvelée dans le développement de notre Banque.

Le Conseil d'Administration.

OPINION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

“SUR LES ETATS FINANCIERS D’INTERBANK BURUNDI S.A. POUR L’EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014 AUX ACTIONNAIRES D’INTERBANK BURUNDI S.A.,”

Nous avons effectué une vérification des états financiers d’INTERBANK BURUNDI SA. Ces états financiers comprennent le bilan au 31 Décembre 2014, le compte de résultat pour l’exercice arrêté au 31 Décembre 2014 et le hors bilan au 31 Décembre 2014 ainsi qu’un résumé des principales conventions comptables et d’autres notes explicatives.

Responsabilité du Conseil d’Administration sur les états financiers

Le conseil d’administration est responsable de la préparation des états financiers et leur caractère régulier et sincère conformément à la loi bancaire du Burundi, Loi n°1/017 du 23 Octobre 2003.

Cette responsabilité comprend: la conception, la mise en œuvre et assurer le maintien d’un système de contrôle interne permettant l’établissement de comptes réguliers et sincères ne comportant pas d’anomalies significatives provenant de fraudes ou d’erreurs; le choix et l’application des principes comptables appropriés; et l’utilisation d’estimations compatibles et raisonnables en fonction des circonstances.

Responsabilité des Commissaires aux Comptes

Notre mission consiste à exprimer une opinion indépendante sur ces états financiers. Nos diligences ont été effectuées en accord avec les normes internationales d’audit. Ces normes prévoient que nous nous conformions aux règles d’éthique et que notre audit soit planifié et effectué de manière à obtenir l’assurance raisonnable que les états financiers ne sont pas entachés d’inexactitudes significatives.

Un audit requiert la mise en œuvre de procédures permettant d’obtenir l’assurance raisonnable que les comptes ne comportent pas d’anomalies significatives. Les procédures mises en œuvre dépendent du jugement du commissaire aux comptes incluant une évaluation du risque d’erreur significative en cas de fraudes ou d’erreurs. Cette évaluation

du risque a pour objectif de s'assurer de la pertinence du système du contrôle interne quant à l'établissement des états financiers afin de mettre en œuvre les procédures d'audit adéquates. Elle n'a pas pour but de formuler une opinion sur la qualité du contrôle interne. Un audit comprend également l'appréciation des principes comptables utilisés et des principales estimations faites par la direction de la banque, ainsi que l'évaluation de la présentation d'ensemble des états financiers.

A notre connaissance, nous avons obtenu toutes les informations utiles pour l'accomplissement de notre mission et nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière d'Interbank Burundi SA au 31 Décembre 2014, ainsi que la performance financière pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables applicables aux banques commerciales du Burundi.

L'actif excède effectivement, d'un montant au moins égal au capital minimum tel que prévu à l'article 26 de la loi bancaire, le passif dont la banque INTERBANK BURUNDI SA est tenue envers les tiers. Les comptes annuels de l'exercice 2014 dégagent un total du bilan de BIF 290 518 342 039 (Deux cent nonante milliards cinq cent dix-huit millions trois cent quarante-deux mille trente-neuf francs Burundi) et un bénéfice net de BIF 2 733 379 489 (Deux milliards sept cent trente-trois millions trois cent septante neuf mille quatre cent quatre-vingt-neuf francs Burundi).

Le Commissaire aux comptes
GPO PARTNERS BURUNDI

Représentée par :
Benjamin RUFAGARI
Associé



**ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES ►
DU 27 Février 2015**

**Nouveau
Musongati Debit
MasterCard**



RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 27 FÉVRIER 2015

Première résolution :

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2014, approuve ces rapports.

Deuxième résolution :

L'Assemblée Générale approuve le bilan et le compte des pertes et profits de la Banque pour l'exercice social arrêté au 31 décembre 2014.

Troisième résolution :

L'Assemblée Générale approuve l'affectation du solde bénéficiaire tel qu'elle lui est proposée :

- Dividendes	: BIF	971.764.706
- Tantièmes aux Administrateurs	: BIF	97.176.471
- Réserves Disponibles	: BIF	5.366.000.000
- Report à Nouveau	: BIF	294.052

Quatrième résolution :

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus aux membres du Conseil d'Administration de leur gestion pour l'exercice 2014.

Cinquième résolution :

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus au Commissaire aux Comptes pour son rapport de l'exercice 2014.

Sixième résolution :

En application de l'article 18 des statuts de la Banque, l'Assemblée Générale Ordinaire nomme les Administrateurs :

- Madame Marguerite RUMBETE
- Monsieur l'Abbé Gabriel BAZIRUWISABIYE
- Monsieur Georges COUCOULIS
- Monsieur Bonaventure NICIMPAYE
- Monsieur Reginald THIBAUT de MAISIERES
- Monsieur Paul BERGER
- Monsieur Mathias SINAMENYE
- Monsieur Salvator TOYI
- Monsieur Callixte MUTABAZI
- SALEX CORPORATION

pour une durée d'une année qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'an 2016 statuant sur les comptes de l'exercice 2015.





RESEAUX

DE DISTRIBUTION ET DE CORRESPONDANTS
A L'ETRANGERS

**Nouveau
Tanganyika
Prepaid
MasterCard**





INTERBANK BURUNDI S.A.

Notre réseau de distribution

Siège : Bujumbura-Centre

15, Avenue de l'Industrie

Tél. : (257) 22 06 29

Fax : (257) 22 04 61

E-mail : info@interbankbdi.com

Site Web : www.interbankbdi.com

CODE SWIFT : **IBBU BIBI**

Guichet Cotebu

Nouveau Marché Cotebu
Commune Ngagara

Guichet Kanyosha

Route Rumonge
Commune Kanyosha

Guichet Rwandair Express

Avenue du Peuple Murundi
Agence Rwandair Express

Guichet Mutakura

Avenue du 3 Septembre
Quartier Mutakura

Guichet Bwiza

Angle Avenue du Peuple Murundi
& 6ème Avenue Bwiza

Guichet O.B.R. "Emmaus"

Quartier Asiatique

Avenue NTAHANGWA
Tél. : (257) 22 22 06 29
Fax : (257) 22 21 00 35
E-mail : asiatique@interbankbdi.com

Guichet Buyenzi

20^{ème} Avenue n°1
Tél. : (257) 22 22 06 29
Fax : (257) 22 21 00 33
E-mail : buyenzi@interbankbdi.com

Guichet BRARUDI

Boulevard du 1^{er} Novembre
Tél. : (257) 22 21 09 41

Guichet Building Administratif

Tél. : (257) 22 22 06 29

Guichet Meridien Source du Nil

Avenue Nicolas Mayugi
Tél (257) 22 25 03 57

Nouveau Quartier Industriel

Nouveau Marché, Avenue de l'OUA

Place de l'Indépendance

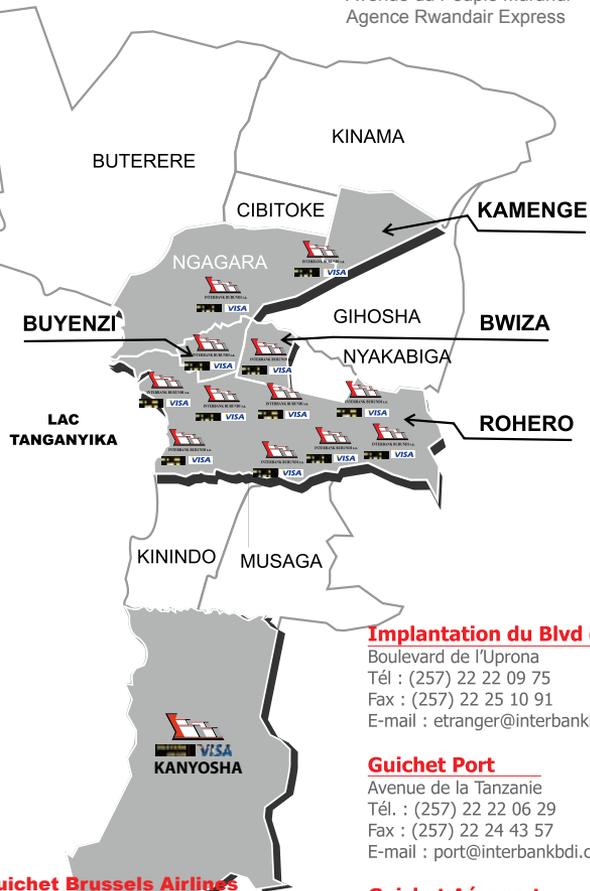
Avenue du Commerce
Tél. : (257) 22 22 06 29
Fax : (257) 22 24 29 49
E-mail : api@interbankbdi.com

Marché Central de Bujumbura

Avenue de la Croix-Rouge
Tél. : (257) 22 24 12 75 / 22 22 06 29
Fax : (257) 22 24 17 76
E-mail : amc@interbankbdi.com

Guichet Jabe

Avenue de la Jeunesse
Tél. : (257) 22 22 06 29
Fax : (257) 22 24 48 07
E-mail : jabe@interbankbdi.com



Implantation du Blvd de l'Uprona

Boulevard de l'Uprona
Tél : (257) 22 22 09 75
Fax : (257) 22 25 10 91
E-mail : etranger@interbankbdi.com

Guichet Port

Avenue de la Tanzanie
Tél. : (257) 22 22 06 29
Fax : (257) 22 24 43 57
E-mail : port@interbankbdi.com

Guichet Aéroport

Tél. : (257) 22 22 06 29

Guichet MENUB

Chaussée d'Uvira
BNUB Headquarters

Guichet Kamenge

Tél. : (257) 22 23 97 66

Guichet Brussels Airlines

Avenue de l'Industrie
Agence Brussels Airlines

Guichet Av. de la Mission

Avenue de la Mission

Guichet U-COM Leo

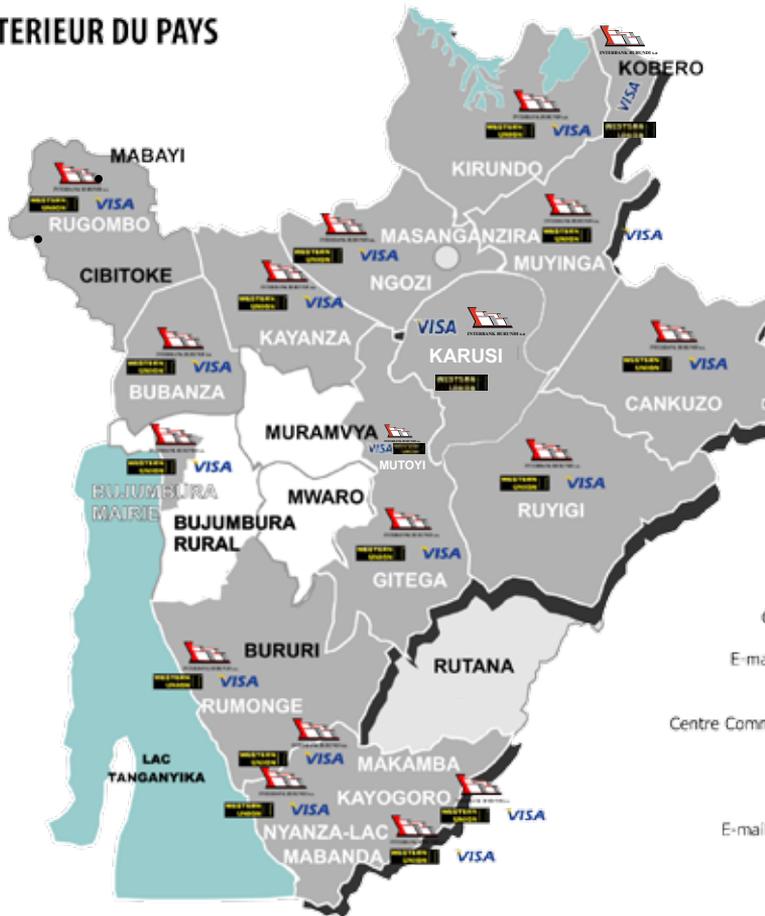
Au sein de l'entreprise U-COM

AGENCES & GUICHETS



Notre réseau de distribution

INTERIEUR DU PAYS



NGOZI :

Ngazi (Centre)
Tél. : (257) 22 30 23 24
Fax : (257) 22 30 23 34
E-mail : ngozi@interbankbdi.com

KIRUNDO :

Kirundo (Centre)
Tél. : (257) 22 30 46 33
E-mail : kirundo@interbankbdi.com

CANKUZO :

Cankuzo (Centre)
Tél. : (257) 22 40 70 98
Fax : (257) 22 40 70 98
E-mail : cankuzo@interbankbdi.com

RUGOMBO :

Centre de Négoce de Rugombo
Tél. : (257) 79 156 710
: (257) 79 915 538
E-mail : rugombo@interbankbdi.com

NYANZA-LAC :

Centre Commercial de Nyanza-Lac

MABANDA :

Centre Commercial de Mabanda

KAYOGORO :

Centre Commercial de Kayogoro

KOBERO :

En Province Muyinga

MUTOYOI :

En Commune Bugendana

MABAYI :

Centre de négoce de Mabayi

KARUSI :

Centre Commercial de Karusi

RUYIGI :

Centre Commercial de Ruyigi

MASANGANZIRA :

A 30 km de Ngozi

BUBANZA :

Centre Commercial de Buzanza
Tél. : (257) 22 26 1346
E-mail : bubanza@interbankbdi.com

KAYANZA :

Centre Commercial de Kayanza, sur la RN 1

RUMONGE :

En face du marché
Tél. : (257) 22 50 40 12
E-mail : rumonge@interbankbdi.com

MAKAMBA :

En face du marché
Tél. : (257) 22 50 40 12
E-mail : makamba@interbankbdi.com

GITEGA :

* AGENCE GITEGA

Gitega (Centre)
Tél. : (257) 22 40 32 66
Fax : (257) 22 40 32 68
E-mail : gitega@interbankbdi.com

* GUICHET BRARUDI GITEGA

MUYINGA :

Muyinga (Centre)
Tél. : (257) 22 30 67 63
Fax : (257) 22 30 67 68
E-mail : muyinga@interbankbdi.com

AGENCES & GUICHETS



RESEAUX DE CORRESPONDANTS A L'ETRANGERS



DEUTSCHE BANK TRUST COMPANY AMERICAS

60 WALL STREET Front 1
NEW YORK 10005-2836



KREDIETBANK / BRUXELLES

2-1080 BRUXELLES
Site Web : <http://www.kbc.be>
IBAN BE 04 3010102188-31
CODE SWIFT : KREDBEBB



BYBLOS BANK BELGIUM

Rue Montoyer 10
Bte. 3, 1000 Brussels



ING BELGIUM

24, AVENUE MARNIX
B 1050 BRUXELLES
Site Web : <http://www.bble.be>



BRED Banque populaire

18, quai de la Rabée
75012, Paris
Site Web : www.bred.fr
CODE SWIFT : BREDFRPP



COMMERZBANK AG

Kaiserplatz, Frankfurt am Main
60261
Frankfurt am Main
Site Web : <http://www.commerzbank.de>
CODE SWIFT : COBADEEF



KENYA COMMERCIAL BK LIMITED / NAIROBI

MOI AVENUE NAIROBI
Site Web : <http://www.kcb.co.ke>
CODE SWIFT : KCBLKEN1

